

N° 4752B¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**portant approbation du Traité sur un système d'information européen
concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS),
signé à Luxembourg, le 29 juin 2000**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE,
DES POSTES ET DES TRANSPORTS**

(22.1.2004)

La Commission se compose de: M. John SCHUMMER, Président; M. Gusty GRAAS, Rapporteur; M. François BAUSCH, M. Lucien CLEMENT, Mme Mady DELVAUX-STEHRER, Mme Agny DURDU, M. Fernand GREISEN, M. Norbert HAUPERT, M. Marcel SAUBER, M. Nicolas STROTZ et M. Marc ZANUSSI, Membres.

*

ANTECEDENTS ET CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi portant approbation du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000 (doc. parl. 4752) a été déposé par Mme la Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur le 23 janvier 2001.

Par dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement du 6 juillet 2001, la Chambre des Députés a été saisie d'un amendement gouvernemental sur initiative de M. le Ministre des Transports.

L'avis de la Chambre des Métiers date du 17 septembre 2001, celui de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics du 27 septembre 2001.

Le premier avis du Conseil d'Etat portant sur la version amendée du projet de loi a été émis le 8 novembre 2001. Suite à l'avis complémentaire du 19 mars 2002, analysant le projet modifié par M. le Ministre des Transports à la lumière des observations formulées dans le premier avis du Conseil d'Etat, il a été proposé de scinder le projet de loi en une partie A portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et une partie B portant approbation du Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000.

En effet, le Conseil d'Etat avait relevé que le Traité EUCARIS s'inspire en grande partie de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Les auteurs du projet de loi avaient d'ailleurs, tout comme la Haute Corporation, souligné la nécessité d'une transposition de la directive précitée préalablement à la possibilité de mettre en œuvre le Traité.

Cependant, en attendant la transposition de cette directive par la Chambre des Députés, le volet relatif à la gestion technique du système d'information EUCARIS pouvait déjà être évacué.

Ainsi en date du 3 juillet 2002 la Chambre des Députés a-t-elle approuvé le projet de loi 4752A qui est devenu la loi du 30 juillet 2002 portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques.

Etant donné que le projet de loi relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel a été adopté par la Chambre des Députés le 17 juillet 2002 et est devenu la loi du 2 août 2002 du même nom, plus rien ne s'oppose à l'application du Traité EUCARIS.

Monsieur Gusty Graas ayant été nommé rapporteur du premier volet du projet de loi en question, il a été confirmé en tant que rapporteur pour le projet de loi 4752B en date du 15 décembre 2003.

*

LE TRAITE EUCARIS

Le projet de loi 4752B prévoyant l'approbation du Traité EUCARIS vise à la mise en œuvre et l'exploitation d'un système technique pour l'échange de données, en temps réel, entre les autorités responsables dans leurs pays respectifs pour l'immatriculation des véhicules et/ou la délivrance des permis de conduire.

La tentative de procéder dans un pays adhérent au Traité EUCARIS à une nouvelle immatriculation d'un véhicule volé peut dorénavant être empêchée par l'échange mutuel en temps réel d'informations sur les véhicules immatriculés. Les fraudes jusqu'à présent possibles au moment de l'échange ou de la transcription des permis de conduire peuvent également être enrayerées. Pour les auteurs du projet de loi la qualité, la précision et la fiabilité des enregistrements des fichiers nationaux des véhicules routiers et des permis de conduire se voient ainsi améliorées.

Au Luxembourg c'est la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) par ailleurs en charge des opérations d'immatriculation et de contrôle technique des véhicules et de certaines opérations administratives en matière de permis de conduire qui est censée être en charge de la gestion de ces enregistrements. Elle a en même temps la responsabilité, tel que le Traité le prévoit, de garantir la sécurité des données enregistrées. Des mesures tendant à empêcher des personnes non autorisées à avoir accès aux installations destinées à la gestion des données doivent être prises tout comme la lecture, la copie, la modification ou la suppression de ces données doivent être rendues impossibles. La sécurité lors de la transmission de ces données doit également être assurée.

Etant donné que les dispositions retenues dans le Traité ont fait leurs preuves en tant que projet pilote entre les pays du BENELUX, des pays comme le Royaume-Uni et la République Fédérale d'Allemagne ont marqué leur intérêt à participer au système. Ainsi le Traité sous examen a-t-il vu le jour. D'autres pays de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est ont d'ores et déjà manifesté leur intention de rejoindre EUCARIS.

Il convient également de relever que l'article 25 du Traité EUCARIS prévoit que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du Traité.

Dans ce contexte, la Commission de l'Economie, de l'Energie des Postes et des Transports encourage le Gouvernement à œuvrer à ce que les informations circulant dans le cadre d'EUCARIS soient centralisées au Luxembourg. Au vu de ce qui précède et relevant que la Chambre des Députés a déjà donné son accord concernant les dispositions relatives à la gestion technique du système d'information EUCARIS, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports invite la Chambre des Députés à approuver le projet de loi 4752B.

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT ET CONCLUSION

Dans son avis du 19 mars 2002 le Conseil d'Etat s'était rallié à la proposition du Gouvernement de scinder le projet de loi 4752 de la façon évoquée ci-dessus. Dans les deux cas, c'est-à-dire pour le projet de loi 4752A et le projet de loi 4752B, le Conseil d'Etat avait fait une proposition de texte. La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports se rallie, tout comme elle l'a fait pour le projet de loi 4752A, au texte proposé par le Conseil d'Etat qui a la teneur suivante:

*

PROJET DE LOI 4752B

**portant approbation du Traité sur un système d'information européen
concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS),
signé à Luxembourg, le 29 juin 2000**

Art. 1er.— Est approuvé le Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000.

Art. 2.— Le ministre ayant les Transports dans ses attributions est l'autorité compétente pour la mise en œuvre du Traité EUCARIS au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut confier la gestion technique du système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire à la Société nationale de contrôle technique, selon les modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

Luxembourg, le 22 janvier 2004

Le Président,
John SCHUMMER

Le Rapporteur,
Gusty GRAAS

